

(1ère partie : "En mission pour les banques").

Quand on est banquier chez Rotschild, on ne devient pas Président de la République par hasard. On le prévoit, on l'organise, tout est forcément savamment programmé. On est l'envoyé des banques, défenseur de leurs seuls intérêts, on a intérêt personnel à les défendre, on est chargé de mission. Qui aurait la naïveté de penser que cela pourrait se passer autrement ? Alors, on fait campagne sur une image déjà bling-bling à s'égosiller, à grands coups de meetings à hurler le rêve à vendre à poumons perdus. On fait croire aux pauvres qu'on va s'occuper d'eux...

On fait rêver sur le terrain du populisme labouré depuis des années par les médias démagos (pléonasme ?), sur le thème du jeunisme, du dégagisme,... Macron ne propose rien de nouveau. On nous dit qu'il serait moderne, mais être moderne ne signifie pas être dans le progrès. Dans "moderne", il y a "mode"... Et dans l'histoire, la mode a toujours été ce qui peut arriver de pire au peuple, la mode abrutit le Peuple et lui fait gober n'importe quoi. Mais voilà, à trop s'égosiller, on finit par avoir une voix de fausset...

Alors, n'y a-t-il pas urgence à ce que les médias, qui nous ont vendu le phénomène, qui l'ont porté (et qui continuent à le faire), se réveillent par devoir citoyen et qu'on nous apporte de vraies informations ?

Le candidat des banques se moque du peuple, il n'a qu'un objectif : se ranger au diktat de Merkel, auquel François Hollande n'avait déjà que trop fait allégeance : pour résorber le déficit de la France (réduire le déficit public annuel à 3% du PIB) et ainsi mieux rembourser les banques... Ces mêmes banques que le gouvernement Sarkozy a renfloué (toujours avec vos impôts) sans contreparties, lors de la crise de 2008 !

La boucle est bouclée...

L'Etat avait alors apporté sa garantie aux banques pour leur permettre d'emprunter sur les marchés, mais sans entrer au capital de ces banques (comme l'avait fait Barack Obama) ce qui lui aurait permis d'avoir la main sur les orientations financières, d'orienter le financement des banques sur le développement économique et la relance de l'activité, plutôt que de choisir la spéculation financière qui, elle, ne crée pas d'activité...

Savez-vous que l'ensemble de l'impôt sur le revenu (donc votre argent) suffit tout juste à payer les intérêts de la dette qui est un des premiers budgets de la nation ?

Quelle pourrait-être la solution qui permettrait d'améliorer les conditions de vie du Peuple ?

Dans un rapport publié en 2013 par le think tank Génération Libre, il était proposé un moratoire de trois ans sur les taux d'intérêts : il suffirait que le Parlement vote l'introduction de Cacs (clauses d'action collective) dans les contrats obligataires pour que le gouvernement puisse ouvrir les pourparlers avec les détenteurs d'obligations, dont la perte réelle ne devrait pas dépasser 10 %. Pour être efficace et avoir une chance d'être accepté par le marché, il va sans dire que ce moratoire devrait s'accompagner d'un choc de libéralisation sans précédent, selon la logique du «payer pour réformer» (rachat des rentes). La charge d'intérêt «économisée», soit environ 170 milliards d'euros, serait donc consacrée au financement des réformes structurelles

qu'aucun gouvernement n'a été capable de mettre en œuvre depuis trente ans. C'est la recette classique qui si souvent fut mise en œuvre pour les pays en voie de développement par... le Club de Paris !

Emmanuel Macron, chargé de mission des banques, infiltré dans le gouvernement Hollande-Valls, ministre de l'économie, porte largement sa part de responsabilités passées, aujourd'hui il les renie, mais il ne change pas de cap.

Le rêve est d'ores et déjà terni. Pour financer l'effort national qu'Emmanuel Macron nous imposera pour mener à bien son projet, les Communes et l'Education Populaire sont les premières variables d'ajustement budgétaire.

A suivre...